



**Le Pape François félicite le Burundi pour 60 ans de bonnes relations diplomatiques avec le Saint-Siège**



garantir de bonnes relations diplomatiques avec le Vatican. « Cela va permettre à ces deux parties d'approfondir les relations bilatérales pour le bien-être des Burundais, tant dans le domaine spirituel que socio-économique, » a-t-il indiqué.

**L**e jeudi 9 février 2023, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience, au Palais de Kiriri, le Nonce Apostolique au Burundi Mgr Dieudonné Datonou, qui était porteur d'un message de Sa Sainteté le Pape François où il félicite le Burundi pour 60 ans de bonnes relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Au moment où l'on célèbre le 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Vatican et le Burundi ainsi que la création de la Nonciature au Burundi, le Nonce Apostolique au Burundi a indiqué que Sa Sainteté Pape François encourage le Gouvernement du Burundi et particulièrement Son Excellence Evariste Ndayishimiye qui ne cesse de manifester son souhait de

Les deux Hautes Personnalités ont également échangé sur la construction d'une basilique au Sanctuaire de la Vierge Marie de Mugera, une place qui rassemble chaque année la population issue de plusieurs horizons. Le Chef de l'Etat promet de soutenir le projet, étant donné que Mugera est un lieu culturel, sacré et historique, non seulement pour l'Eglise Catholique mais aussi pour l'Etat burundais.

En ce qui est du Mémorial de Mgr Michael Courtney, Mgr Dieudonné Datonou a révélé que l'Eglise Catholique envisage de construire un hôpital de référence au lieu où a été assassiné cet ancien Nonce Apostolique au Burundi et remercie le Gouvernement du Burundi pour son implication dans ce projet. ([www.presidence.bi](http://www.presidence.bi))

Dans cette Edition:	page
Le Pape François félicite le Burundi pour 60 ans de bonnes relations diplomatiques avec le Saint-Siège	1
Le Chef de l'Etat appelle les burundais à garder à cœur la charte de l'unité nationale et demande aux leaders de vivre l'esprit d'équité et de la non-discrimination	2
Le Chef de l'Etat participe par visioconférence à une réunion de haut niveau	2
L'Ombdsman burundais se joint aux habitants de la province Ngozi dans les travaux communautaires	3
Le Ministre en charge de la jeunesse visite cinq provinces	3
Atelier de formulation du Document Pays de Développement(CPD) 2024-2027	4
Le Bureau Central de Recensement organise une table ronde des producteurs et utilisateurs des données statistiques	5

## Le Chef de l'Etat appelle les burundais à garder à cœur la charte de l'unité nationale et demande aux leaders de vivre l'esprit d'équité et de la non-discrimination



**L**e lundi 06 février 2023, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a rehaussé de sa présence les cérémonies marquant l'adoption de la charte de l'unité nationale à Gitega. Il a appelé les Burundais à garder à cœur la charte de l'unité nationale et a demandé à tous les leaders de vivre l'esprit d'équité et de la non-discrimination.

Outre le Chef de l'Etat, la célébration du 32<sup>ème</sup> anniversaire de l'adoption de la Charte de l'Unité Nationale, à la capitale politique a été rehaussée par plusieurs Hautes Autorités du Burundi ainsi que la Représentation du Corps Diplomatique et Consulaire accrédité au Burundi. Elle a débuté par le dépôt de gerbes de fleurs

au Monument de l'Unité érigé au centre-ville de la province Gitega.

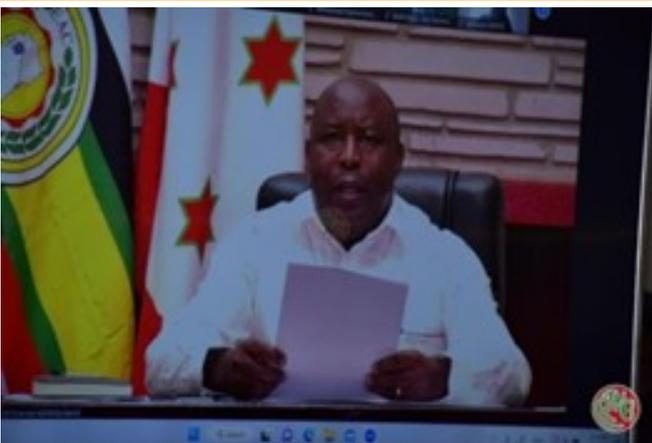
Les festivités se sont poursuivies au stade Ingoma et ont été agrémentées par les tambourinaires et les danses traditionnelles, une prière qui a été dirigée par différentes confessions religieuses suivie du retentissement de l'hymne national.

Dans son mot d'accueil, avant d'exprimer ses remerciements au Chef de l'Etat qui s'est joint à eux dans ces cérémonies, le Gouverneur de la Province de Gitega, Monsieur Venant Manirambona a indiqué que la population de sa circonscription vit dans l'unité et l'harmonie et qu'elle vaque tranquillement aux activités quotidiennes.

Dans son discours de circonstance, le Président Ndayishimiye a explicité le contenu de la Charte de l'Unité Nationale et révèle les origines de l'Unité des Burundais qui ne date pas du tout de 1991, mais de la création de la nation burundaise par nos ancêtres. Il appelle les Burundais à se défaire de tout facteur ou moteur du divisionnisme et invite tout un chacun à faire de la Charte de l'Unité Nationale, sa précieuse préoccupation quotidienne.

Le Père de la Nation a clôturé son allocution en promettant la distribution des terres aux Batwa qui n'en ont pas car "eux aussi sont des Burundi comme les autres," dit-il. ([www.presidence.bi](http://www.presidence.bi))

## Le Chef de l'Etat participe par visio-conférence à une réunion de haut niveau



**L**e Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a participé par Visio-conférence à une réunion de Haut niveau de validation du rapport africain sur la Gouvernance, un rapport biennal élaboré par le Mécanisme Africain d'E-

valuation par les pairs.

Dirigée par le Président de la Sierra Leone et Président du Forum des Chefs d'Etats et de Gouvernements dudit Mécanisme, cette réunion visait le partage d'expériences et de bonnes pratiques sur la Gouvernance, l'analyse des défis et des contraintes ainsi que l'élaboration des recommandations afin d'asseoir la bonne Gouvernance en Afrique

Cette réunion concernait essentiellement le rapport de six pays africains qui ont connus des changements constitutionnels à savoir le Royaume de Lesotho, la Sierra Leone, la République des Comores, la République du Soudan, la République de Guinée et la République du Tchad.

Lors de cette réunion, le Chef de l'Etat burundais a guidé l'analyse du rapport qui a été fait à l'endroit de la République de Guinée qui a connu des changements constitutionnels à maintes reprises.

Le Président de la République est revenu sur l'une des

causes qui entraînent les changements constitutionnels dans la plupart des pays africains, à savoir la pauvreté. Il a expliqué que dans l'esprit de plusieurs africains, l'accès au pouvoir est synonyme à l'accès à la richesse, et qu'on trouve que les biens publics deviennent les biens d'un certain groupe et sont partagés au détriment du peuple. Il a fait remarquer que cette pratique crée des mécontentements et une méfiance entre les gouver-

nés et les gouvernants, ce qui entraîne ces changements constitutionnels.

Le Chef de l'Etat a partagé l'expérience du Burundi en ce qui est de faire asseoir la bonne Gouvernance et a recommandé aux pays qui participaient à la réunion de renforcer le système judiciaire et le dialogue social inclusif afin que la Gouvernance soit concentrée et vise le bien-être de la population, sans discrimination. [www.\(rtnb.bi\)](http://www.rtnb.bi)

### L'Ombdsman burundais se joint aux habitants de la province Ngozi dans les travaux communautaires



**L**e samedi 4 février 2023, l'Ombdsman burundais, Madame Aimée Laurentine Kanyana s'est associée aux habitants de la

commune et province Ngozi dans les travaux communautaires de construction du bureau de cette commune. Les travaux consistaient à mélanger le ciment, le gravier et le sable servant à l'élévation des colonnes en béton armé de cet immeuble en étage de 5 niveaux.

Madame Aimée Laurentine Kanyana a appelé la population de la province Ngozi à s'atteler aux travaux de développement dans tous les secteurs pour qu'en 2025, la province Butanyerera soit réputée de plusieurs infrastructures et d'une grande production en vue de satisfaire les visiteurs qui fréquenteront la province. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

### Le Ministre en charge de la jeunesse visite cinq provinces



**L**e mardi 7 février 2023, l'accès à internet, le renforcement des capacités des jeunes dans l'élaboration des projets, l'insuffisance des équipements des centres jeunes sont quelques-unes des doléances qui ont été soumises en province Ruyigi, au Ministre des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse,

de la Culture et des Sports, l'Ambassadeur Ezéchiel Nibigira.

Dans cette réunion, les participants ont soulevé le problème de rareté du bois Umuvugangoma utilisé dans la fabrication des tambours. Ils ont demandé aussi la préservation des races bovines locales qui donnent des peaux de meilleure qualité pour les tambours par rapport aux nouvelles races comme la race frisonne.

L'autre préoccupation exprimée par le Gouverneur de Ruyigi est le Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ) qui met trop de temps à libérer les crédits demandés jusqu'à ce que les demandeurs ne parviennent plus à réaliser leurs projets de développement. Le Ministre a promis d'en parler avec les autorités du Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes.

Dans l'après-midi de la même journée, le Ministre

Ezéchiél Nibigira a écouté les habitants de la province Cankuzo où la population et l'administration sollicitent une banque d'échanges à la frontière avec la Tanzanie et une agence de la Banque d'Investissement des Jeunes (BIJE).

La population de Cankuzo se plaint que les produits burundais ne soient pas considérés comme des produits de qualité quand ils arrivent en Tanzanie. Pour le Ministre Ezéchiél Nibigira, le problème de qualité sera résolu parce que le Gouvernement s'emploie maintenant au renforcement des capacités du Bureau burundais de Normalisation (BBN), et de contrôle de la qualité.

Le Ministre en charge de la Jeunesse l'Ambassadeur Ezéchiél Nibigira a recueilli les doléances de la population de Kirundo. Les danseurs Intore dénoncent la déformation de cette danse traditionnelle et souhaitent qu'ils soient conviés aux compétitions organisées à l'extérieur du pays. Le Ministre a pris note de cette requête.

A la question du manque de matériel d'athlétisme dans les écoles soulevée par le Gouverneur de Kirundo, le Ministre a indiqué que cette question sera résolue dans le cadre de la relance des compétitions sportives et culturelles dans les écoles recommandées par le Gouvernement.

Le Ministre a pris acte des plaintes des jeunes entrepreneurs de Kirundo dirigées contre la Banque d'Investissement des Jeunes (BIJE) et l'accusent de réduire les montants des crédits demandés et les délais de remboursements, ce qui entrave la réalisation des pro-

jets. Il a dit que le suivi sera assuré auprès de la Banque.

En province Muyinga, les préoccupations exprimées au Ministre en charge de la Jeunesse Ezéchiél Nibigira étaient relatives à la loi régissant le Conseil National de la Jeunesse du Burundi, aux centres jeunes sous équipés, aux difficultés qu'éprouvent ceux qui se rendent en Tanzanie.

Concernant les gens qui se rendent en Tanzanie et y éprouvent des difficultés, le Ministre donne comme conseil, que ceux qui voyagent en Tanzanie veillent à se munir des documents de voyage au complet.

Quant à la loi régissant le Conseil National de la Jeunesse du Burundi, le Ministre fait savoir que cette loi existe. Le Gouvernement attend que le Conseil National de la Jeunesse du Burundi (CNJB) apporte ses propositions à l'amendement de cette loi.

Le Ministre en charge de la Jeunesse Ezéchiél Nibigira s'est rendu également en province Karusi pour s'enquérir des préoccupations de la population. Parmi les doléances lui soumises figurent la nécessité d'une agence de la Banque d'Investissement des Jeunes (BIJE) dans cette province pour faciliter la tâche aux demandeurs des crédits et autres services de cette banque des jeunes. L'administration provinciale a sollicité un expert qui va vérifier si les travaux de construction des gradins du stade moderne respectent les normes. Le Ministre a promis de soumettre cette doléance à la Fédération de Football du Burundi (FFB) pour envoyer cet expert. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Atelier de formulation du Document Pays de Développement(CPD) 2024-2027



**L**e Programme des Nations Unies pour le Développement au Burundi (PNUD-Burundi), en collaboration avec le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a organisé du 1<sup>er</sup> au 03 février 2023 un atelier de formulation d'un nouveau Programme National de Développement 2024-2027, à l'endroit des parties prenantes nationales.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

au Développement a été représenté par le Directeur Général des Relations Multilatérales,

l'Ambassadeur Isaïe Kubwayo tandis que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a été représenté par M. Mathieu CLOLEWA, Représentant Résident du PNUD au Burundi.

Au cours de l'atelier, les participants ont été informés que le Programme des Nations Unies pour le Développement(PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance(UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population(FUNUAP) suivent dans leurs réalisations le

programme de trois ans qui se termine avec 2023 alors que le Plan Cadre de Coopération pour le Développement Durable est opérationnelle jusqu'en 2027. Comme les Agences des Nations Unies doivent suivre le programme du Plan Cadre de Coopération pour le Développement dans leurs

activités, chacune en ce qui le concerne, les participants à l'atelier ont alors procédé à l'élaboration d'un nouveau programme de la période allant de 2024 à 2027. Les participants prévoient finaliser le draft en mis mars plus tard. (MAECD)

### Le Bureau Central de Recensement organise une table ronde des producteurs et utilisateurs des données statistiques



**L**e mardi le 7 février 2023, le Bureau Central de Recensement Général de la Population, de l'Habitat de l'Agriculture et de l'Elevage en collaboration avec le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) au Burundi a organisé à Bujumbura, une table ronde sur les besoins des producteurs et utilisateurs des données statistiques agro-pastorales au Burundi.

Le recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage permettra au Gouvernement du Burundi d'arrêter des stratégies conséquentes pour améliorer la vie de la population dans la mesure où le secteur de l'agropastoral est le premier pourvoyeur de l'emploi au Burundi.

Selon le Directeur Général a.i de l'Institut National des Statistiques au Burundi (INSBU) et Président de Bureau Central du Recensement Mr Nicolas Ndayishimiye, l'objectif de la table ronde est d'échanger avec les producteurs et les utilisateurs des données statistiques de l'agriculture et de l'élevage pour que leurs besoins soient identifiés et pris en considération dans le recensement qui va bientôt commencer.

Ce recensement permettra de collecter les données qui pourront montrer correctement les besoins des intervenants dans le secteur agropastoral.

Mr Nicolas Ndayishimiye a fait savoir que les données statistiques fiables et exhaustives dans le domaine de l'agropastoral qui proviendraient du recensement permettront aux autorités d'arrêter des stratégies de planification des projets et programmes qui vont impulser la croissance économique du Burundi au moment où la grande majorité de la population burundaise vit de l'agriculture et de l'élevage.

Dans son discours lors d'ouverture de la table ronde, le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) au Burundi, M. Pissang Tchangai Dademanao a fait savoir que la FAO attache une grande importance à l'information statistique, comme c'est stipulé dans l'article 1 de sa constitution, en vue de réunir, analyser, interpréter et diffuser tous les renseignements relatifs à la nutrition, l'alimentation et l'agriculture.

C'est dans cette perspective que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) s'attelle à promouvoir les recensements internationaux de l'agriculture au moyen de ses programmes décennaux du recensement mondial de l'agriculture et ses programmes de renforcement des capacités statistiques a-t-il poursuivi.

Selon le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) au Burundi, le recensement prévu au Burundi arrive à point nommé dans la mesure où il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme mondial du recensement de l'agriculture 2020 préconisé par la FAO qui couvre la période 2016-2025.

Quant au Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage Dr Sanctus Niragira qui a représenté le Gouvernement dans cette table ronde a fait savoir que, le Gouvernement du Burundi est convaincu que ce processus doit se conformer aux normes internationales en matière des recensements car le déroulement d'un recensement dépend également d'une planification et de la mise en œuvre, de l'utilisation des

ressources et l'assurance qualité appropriée durant toutes les étapes de ce processus. Il a ajouté que tous les partenaires devraient se mobiliser chacun dans son domaine d'intervention pour réussir ce recensement.

L'innovation est que le Burundi organise un tout premier recensement agropastoral et qui est couplé au recensement de la population et de l'habitat. La mutualisation de ces deux opérations nécessite d'un grand management et d'un professionnalisme sans faille. Le Bureau Central du Recensement, en tant qu'organe technique permanent qui assure la mise en œuvre de ce processus, a besoin d'être soutenu par le Gouvernement et ses partenaires.

Dr Sanctus Niragira invite donc le Bureau Central du Recensement à travailler de façon professionnelle tout en collaborant avec ses partenaires afin de doter le

Burundi des données statistiques garantissant l'assurance qualité.

Afin de préparer la cartographie censitaire numérique, une équipe de techniciens cartographes a été déployée sur terrain pour corriger les incohérences des limites des collines et quartiers. Quant au Ministère en charge des infrastructures, Equipements et Logements Sociaux a entamé une série de travaux de reclassification des villes, des centres urbains et des centres à vocation urbaine et ceux de délimitation des périmètres urbains pour distinguer le milieu urbain du milieu rural, ce qui permettra d'avoir les données désagrégées par milieu de résidence. Selon les prévisions des experts ce double recensement engagerait une somme en voisinant 75 milliards et la dissémination de ses résultats est prévue en 2026. ([www.rtnb.bi](http://www.rtnb.bi))

## Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

### Département de la Communication

[www.mae.gov.bi](http://www.mae.gov.bi)

Twitter: @MAEBurundi